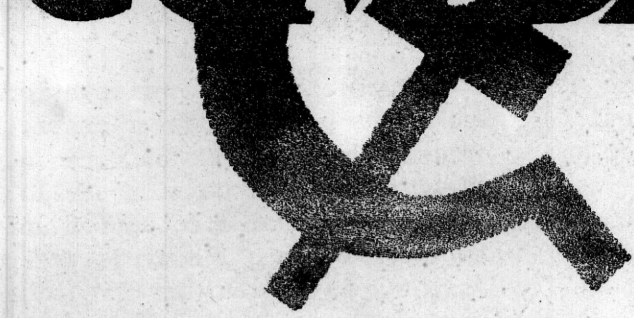


COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 21 NOVEMBRE 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

FRANCO le bourreau sanglant du peuple espagnol est mort

Franco est mort, ce jeudi 20 Novembre. La nouvelle n'a certes guère surpris, puisque depuis un mois, la radio et la presse ne cessaient de nous tenir au courant de l'état de santé de celui qui fut, pendant près de 40 ans, le sanglant dictateur de l'Espagne. Mais cela a sans doute été malgré tout un grand soulagement pour les travailleurs et le peuple espagnol, que d'être débarrassés du bourreau qui, peu avant sa mort, n'avait pas hésité à faire assassiner cinq jeunes militants.

Ceci marque la fin d'une longue et sanglante carrière, commencée en 1913 au Maroc où l'Espagne effectuait une dure répression pour garder le contrôle du pays. Franco s'étant particulièrement distingué à cette occasion, il monta rapidement en grade : capitaine à 22 ans, commandant à 24. En 1917, il fait ses premières armes contre les ouvriers en réprimant la grève insurrectionnelle dans les Asturies.

Il est général à 33 ans. En 1934, on fait de nouveau appel à lui pour réprimer les mineurs. Dès cet instant, la bourgeoisie voit en lui un possible dictateur. En 1934, la monarchie est renversée en Espagne et remplacée par un régime républicain. Devant la montée de la classe ouvrière, la bourgeoisie fait alors appel à Franco. De 1936 à 1939, c'est alors une horrible guerre civile, et c'est sur des centaines de milliers de cadavres que s'installe la dictature franquiste.

Depuis, la répression, seul garant du régime, n'a cessé de s'exercer en Espagne. Mais elle n'a pas empêché la classe ouvrière de relever la tête. Et c'est bien elle qui fait peur à la bourgeoisie.

Le bourreau mort, rien n'indique que le régime lui survivra sans problèmes. Certes, Juan Carlos sera bientôt proclamé roi d'Espagne, mais un tel titre ne suffit pas à procurer à celui qui le porte la autorité suffisante, même au sein de la classe dirigeante. Les travailleurs vont à eux peuvent très bien profiter de cette faille pour faire à nouveau irruption sur la scène politique.

INITIATIVE D'UN BUREAUCRATE SYNDICAL D'EXPULSER UN DE NOS CAMARADES

Le mercredi 19 novembre se tenait une assemblée générale des ouvriers du bâtiment de la C.T.T.M., convoquée à la hâte, elle réunissait une centaine de travailleurs et avait comme ordre du jour le problème des licenciements et la position de la C.G.T.M. sur la venue prochaine de Chirac.

Là une nouvelle fois, Tanger le secrétaire général du syndicat, tenta de faire expulser notre camarade Maugée par les travailleurs de la salle. Comme il ne trouva personne pour accomplir cette sale besogne, il menaça de ne pas commencer la réunion tant que notre camarade s'y trouverait. Aux questions de l'assemblée demandant à Tanger pourquoi il ne voulait pas de Maugée, il n'y eut pas de réponse. Un de ses adjoints prétendit que c'était parce que notre camarade ne travaillait plus dans le bâtiment. Mais en réalité, le problème n'est pas là. Ce n'est qu'un mauvais procès qu'on lui cherche, car les 2/3 des ouvriers du bâtiment sont au chômage. On ne peut donc reprocher à Maugée d'être un chômeur du bâtiment.

Ce que la direction du syndicat contrôlée par le Parti Communiste Martiniquais re-

proche au fond à notre camarade, c'est de proposer un autre programme, d'autres revendications, d'autres méthodes d'organisation plus à même de mobiliser les travailleurs. En cette période de crise, elle ne veut pas organiser les ouvriers du bâtiment, les emmener à la lutte contre les licenciements. Ce secrétaire syndical se trouve en minorité dans le syndicat. Lors d'une manoeuvre similaire, fin septembre, il n'avait obtenu que trois voix sur une centaine pour expulser notre camarade.

Cette fois ci, alors qu'un vote fut demandé par un ouvrier, le bureaucrate a refusé de nouveau car il se sait en minorité. Ces méthodes font qu'à peine une dizaine d'individus lui font confiance. Comme en septembre la direction stalinienne de la C.G.T.M. et du P.C.M. ONT SUBI UN ECHEC. Elle n'a pu expulser notre camarade et l'assemblée générale s'est poursuivie en sa présence.

Ces manoeuvres sont contraires à la démocratie ouvrière. Les travailleurs ont déjà dit "NON" à ces manoeuvres à deux reprises. Ils le diront autant de fois que nécessaire.

LES CAPITALISTES ANGLAIS AUX ANTILLES

Cette semaine s'est tenue à Londres une conférence d'un genre particulier. Elle était organisée par des fonctionnaires du gouvernement français et avait pour but d'inciter les hommes d'affaires anglais à investir des capitaux dans les Antilles françaises.

Cela est pour le moins curieux car jusqu'alors, le gouvernement français avait toujours considéré la Guadeloupe et la Martinique comme une chasse gardée pour les seuls capitalistes français. Serait-ce que le marché de ces colonies de la France que sont nos deux îles s'avère trop vaste pour être exploité par les capitalistes français seuls. Ou plutôt est-ce un échange de bons procédés dans la mesure où le gouvernement de la Dominique cette colonie anglaise vient de faire appel aux investisseurs français ?

PORTUGAL LE GOUVERNEMENT EN GRÈVE

Le gouvernement de l'amiral de Azevedo qui vient de subir un échec retentissant puisqu'il a été contraint la semaine dernière d'accorder 44% d'augmentation aux ouvriers du bâtiment en grève est incapable de gouverner. Et pour protester contre cette incapacité d'agir, il s'est mis... en "grève". L'amiral de Azevedo demande qu'on rétablisse l'ordre pour permettre à son équipe de gouverner.

En clair le chef du gouvernement portugais demande à la police ou à l'armée, mais surtout à celle-ci d'intervenir pour remettre les travailleurs et les révolutionnaires au pas.

Le malheur pour de Azevedo c'est que l'armée elle-même semble incapable d'agir car elle subit elle aussi les effets de la vie politique : les factions rivales s'observent et se neutralisent. Pauvre De Azevedo ! Il ne lui reste plus qu'à plier bagages et laisser la place à un autre... qui probablement ne pourra pas faire grand chose face à la volonté de lutte des travailleurs.

EN 2eme PAGE
VIVE LA LUTTE DES
ETUDIANTS

GUADELOUPE VIVE LA LUTTE DES ETUDIANTS!

La lutte des étudiants de la Guadeloupe se poursuit et se durcit.

Mercredi matin encore, ce sont près de 2 000 étudiants et d'autres venus les soutenir, tels les lycéens, qui défilèrent dans les rues de Pointe à Pitre.

D'un côté, ceux de Vizios ainsi que le syndicat de l'enseignement supérieur réclament toujours un emplacement pour l'Institut Vizios sur le campus de Fouillole. Ils veulent, avant de reprendre les cours, que le préfet signifie au président du CUAG (centre universitaire Antilles-Guyane) l'accord du ministère. Ils estiment impossible de continuer à suivre ou à donner des cours dans les vétustes locaux de Vizios, à la limite de la sécurité.

Mais, en réalité, c'est le problème du maintien ou de la disparition de Vizios qui est posé, car, il était bien dans l'intention du gouvernement de supprimer Vizios-Guadeloupe et de tout concentrer à la Martinique; ce qui serait particulièrement gênant pour les étudiants de la Guadeloupe et surtout pour la forte proportion d'étudiants salariés.

D'autre part, les étudiants installés à Fouillole protestent contre les déplorable conditions de logement des étudiants. La résidence ne compte que 150 chambres, or, ce sont 300 étudiants qui doivent être logés. Certains sont obligés de louer une pension en ville à un prix parfois très élevé.

De plus, le restaurant universitaire ne fonctionne pas le dimanche. Et cela encore est inadmissible.

Que font alors les nombreux étudiants Martiniquais ? Les nombreux étudiants qui doivent rester travailler le dimanche et dont la famille est éloignée ?

Depuis déjà plus d'une semaine, plusieurs actions ont déjà été engagées par les étudiants : assemblées générales, manifestations de rue, diffusion de tracts.

Les étudiants sont même allés jusqu'à séquestrer un administrateur du CROUS (Centre régional des oeuvres universitaires) pour faire valoir leur revendications et frapper l'opinion publique.

Toutes ces actions ne sont pas restées sans effet puisque, prochainement, le recteur Lassale présidera une réunion à la Guadeloupe, concernant le CROUS et que, J.P. Soissons, secrétaire d'état aux universités, tente maintenant de se démener pour "arranger" la situation.

Mais que les étudiants restent vigilants! Les promesses ne sont que des mots, qu'ils comptent avant tout sur des actes et des réalisations concrètes.

De tout cela, seul le gouvernement colonialiste est responsable car en menant une politique aussi mesquine, en voulant réaliser de minables économies de bouts de chandelle sur le dos des étudiants, il crée l'anarchie.

Il croyait peut être avoir à faire à des moutons, eh bien il s'est trompé, les étudiants ont relevé la tête !

Soutenons entièrement et sans réserve leur juste lutte.

GUADELOUPE grève des employés du "crous" UNE FARCE!

La grève et les manifestations des étudiants pour protester contre l'insuffisance du nombre de chambres qui sont mises à leur disposition par le CROUS (Centre régional des oeuvres universitaires), n'a pas l'heur de plaire à tous. Et particulièrement au directeur de cet organisme. Ce monsieur, un certain Papon, pour faire croire que les étudiants sont des "casseurs" et dresser la population contre eux, a essayé de pousser les employés du CROUS à faire grève. Et il a même eu le culot d'envoyer un communiqué à FR3 Guadeloupe au nom des employés annonçant une grève de ces derniers pour protester contre les agissements des étudiants. Et contrairement à ce qui se passe habituellement, FR3 Guadeloupe a passé le communiqué...

martinique festival de guitare

Du 19 au 26 novembre, festival international de guitare.

Cette manifestation, organisée par le CMAC verra la participation de guitaristes aussi réputés que André Condouant, Baden Powell, Charlie Bird, Francis Bebey etc....

Nous pensons que malgré le prix élevé des places, une telle réunion devrait présenter un intérêt certain.

guadeloupe LES ELEVES DU LAMENTIN EN GREVE!

Jeudi 20, les élèves du CET du Lamentin se sont mis en grève. Ils entendent protester contre le manque de matériel dans les ateliers, contre les mauvaises conditions de l'internat, et le manque d'eau qui, depuis quelque temps perturbe la vie de la cité scolaire du Lamentin.

Vendredi, ils devaient être rejoints par les élèves du CES qui eux aussi sont victimes du manque d'eau et de mauvaises conditions de travail.

Dans notre prochain numéro, nous donnerons de plus amples détails sur cette grève.

Tout comme leurs aînés étudiants, les élèves ressentent durement la carence de l'administration coloniale en matière scolaire. Ils ont raison de se battre, et de refuser de travailler dans ces misérables conditions.

REUNION PUBLIQUE COMBAT OUVRIER

vendredi 5 décembre à 19 heures
Mutualité - Pointe à Pitre

THEMES : PORTUGAL
ESPAGNE

- Face au plan de la bourgeoisie,

un plan pour les travailleurs.

**

martinique NOUVELLE GREVE AU CENTRE DE TRANS- FUSION SANGUINE

A propos d'un conflit survenu entre le Directeur du Centre et une employée qui défend ses droits et sa dignité (le patron l'a mutée arbitrairement à l'Institut Pasteur), le personnel du Centre vient de se mettre en grève pour la deuxième fois en l'espace de quinze jours. Les travailleurs réclament la démission de ce directeur et d'un autre responsable du service d'urgence pendant la durée de leur grève.

La presse défenseur des patrons, en l'occurrence France-Antilles, fidèle à sa tradition anti-ouvrière, n'hésite pas à utiliser la propagande la plus mensongère en vue de discréditer la lutte des travailleurs. Avec l'hypocrisie qui le caractérise, France -Antilles fait mine de s'inquiéter de l'intérêt du public en lançant un cri alarmiste d'après lequel cette grève serait " criminelle " car elle mettrait des " vies humaines en danger ".

Bien entendu, il n'en est rien, mais le procédé n'est pas nouveau, qu'on se souvienne de la grève de la SARA, de la SPEDEM, des ouvriers agricoles, ou du bâtiment, la propagande des patrons et de leur presse consiste toujours à tenter de dresser la population contre les travailleurs en lutte.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR

Commission paritaire : n° 51 728

Ronéo du journal : Pointe à Pitre

Correspondance : G. Beaujour

B.P. 214 P.A.P. - B.P. 386 F.D.F.

1er supplément au numéro 55

BONNE MERE guadeloupe licenciement d'un garde

Après 17 ans de service, un garde particulier de l'usine de Bonne-Mère vient d'être licencié. Rien ne lui est reproché, mais la direction de cette entreprise prétend avoir pris cette mesure afin de réduire ses charges trop lourdes. Ce n'est là qu'un vulgaire prétexte. Car si vraiment il y avait compression budgétaire, ce n'est pas un employé qui serait licencié mais plusieurs. De plus, quand on sait le maigre salaire que perçoit ce garde (moins de 1500 F par mois), on est en droit d'être sceptique face aux raisons invoquées par l'entreprise pour justifier ce licenciement. Car il existe à la S.I.S. et à la S.A.G. des cadres Français qui perçoivent des salaires autrement plus importants et jouissent d'avantages en nature de toutes sortes qui pourraient être d'abord supprimés si vraiment il devait y avoir compression budgétaire. Bonne-Mère a tout simplement voulu se débarrasser de ce garde. Pour cela, n'importe quel prétexte est bon. C'est l'habitude des capitalistes de jeter à la rue des travailleurs. Peu importe les services rendus par ces travailleurs. Peu importe également les charges familiales de ces derniers. Le garde licencié est père de 7 enfants et sa femme est sans emploi.